

Art. 3. Le Peuple est souverain. Cette souveraineté s'exprime à travers ~~La souveraineté réside dans~~ la Nation dont émanent les pouvoirs de l'Etat

Commentaire: le Peuple constitue la composante fondatrice de la Nation; il paraît essentiel de préciser que c'est le Peuple qui est souverain car il est l'essence même de la souveraineté de la Nation.

Art. 5. Le Grand-Duché de Luxembourg participe à l'intégration européenne.

L'exercice de pouvoirs de l'Etat peut être transféré à l'Union européenne et à des institutions internationales ~~dans les mêmes conditions que celles organisant la modification de la Constitution par une loi adoptée à la majorité qualifiée.~~

Commentaire: Il paraît logique que le transfert d'une partie de la souveraineté de la Nation (l'Etat étant un des éléments constitutifs) suive les mêmes procédures qu'une modification de la Constitution puisque celle-ci a pour objet premier d'assurer l'intégrité de la souveraineté de la Nation.

Art. 10. Les Luxembourgeois jouissent de la plénitude des droits politiques qu'ils exercent dans les conditions déterminées par la Constitution et les lois.

Sans préjudice de l'article 62, paragraphes 1 et 2, la loi peut conférer l'exercice de droits politiques à des ~~citoyens de l'Union européenne pour les élections municipales.~~ ~~non-Luxembourgeois.~~

Commentaire: la question du référendum du 7 juin 2015 sur le vote des étrangers, bien que ne concernant que les élections législatives, a été rejetée par une très large majorité des Luxembourgeois; il y a donc un risque de confusion de la part des citoyens entre des élections locales et des élections nationales d'une part et entre les ressortissants de l'Union européenne et les ressortissants outre-Union européenne résidant au Luxembourg d'autre part. Il paraît donc sage que le texte s'en tienne au vote des citoyens de l'Union européenne résidant au Luxembourg pour les élections locales en accord avec le Traité de Maastricht.

Art. 16. (1) Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi.

La loi peut prévoir une différence de traitement qui procède d'une disparité objective et qui est rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but.

Commentaire: ce paragraphe est pour le moins peu clair; il paraît souhaitable de préciser le cadre dans lequel la loi pourrait s'exercer et à quoi s'applique la "disparité objective" et sur quoi se base la rationalité qui justifierait une différence de traitement tout comme les notions de proportionnalité et d'adéquation laissent une large place à l'interprétation subjective.

Art. 48. Le Chef de l'Etat a le droit, dans les conditions déterminées par la loi, de remettre ou de réduire les peines prononcées par les juridictions ~~sauf ce qui est statué relativement aux membres du Gouvernement.~~

Commentaire: les membres du Gouvernement, de par leur fonction, ne sont pas des citoyens "ordinaires" et doivent faire preuve d'une probité absolue et d'une exemplarité sans faille; il paraît donc souhaitable de ne pas supprimer l'exclusion existant dans la Constitution actuelle.

Art. 62. (1) Pour être électeur, il faut être Luxembourgeois, ~~et être âgé de dix-huit ans et~~ ~~jouer des droits civiques et politiques.~~

Commentaire: Il est difficilement concevable que la condition d'électeur puisse s'exercer

sans la jouissance des droits civiques et politiques; il paraît donc souhaitable de ne pas supprimer l'exclusion existant dans la Constitution actuelle.

Art. 63. Le mandat de député est incompatible avec la fonction de membre du Gouvernement, celle de membre du Parlement européen et celle de membre du Conseil d'Etat.

Cette même incompatibilité s'applique aux emplois et fonctions publics à déterminer par une loi adoptée à la majorité qualifiée. Elle peut être étendue à d'autres mandats politiques à déterminer par une loi adoptée à la majorité qualifiée.

Cette incompatibilité est absolue avec les activités rémunérées du secteur privé. Elle s'étendra au cours des trois années qui suivront la fin du mandat de député.

Commentaire: Il faut éviter tout conflit d'intérêt potentiel qui risquerait d'entacher l'indépendance et l'impartialité des députés. La modification du Règlement de la Chambre des Députés portant introduction d'un Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts du 17 juillet 2014 a introduit une transparence qui est bienvenue mais devrait être renforcé afin d'éviter que des actes de lobbying ne conduisent à des situations de conflit d'intérêt.

Art. 69. La Chambre des Députés ne peut prendre de résolution qu'autant que la majorité des députés se trouve réunie.

Toute résolution est prise à la majorité des suffrages. Les abstentions n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de la majorité. Le vote par procuration est admis. Nul ne peut toutefois recevoir plus d'une procuration.

Les résolutions dont l'adoption requiert la majorité qualifiée en vertu de la Constitution doivent réunir au moins les deux tiers des suffrages de l'ensemble des députés, le vote par procuration n'étant pas admis.

Art. 125. Toute révision de la Constitution doit être adoptée dans les mêmes termes par la Chambre des Députés en deux votes successifs, séparés par un intervalle d'au moins trois mois.

Nulle révision ne sera adoptée si elle ne réunit pas au moins les deux tiers des suffrages des députés, les votes par procuration n'étant pas admis.

Le texte adopté en première lecture par la Chambre des Députés est soumis à un référendum, qui se substitue au second vote de la Chambre, si dans les deux mois suivant le premier vote demande en est faite soit par plus d'un quart des députés, soit par vingt-cinq mille des électeurs au moins visés à l'article 62. La révision n'est adoptée que si elle recueille la majorité des suffrages valablement exprimés. La loi règle les modalités du référendum.

Art. 128. La présente Constitution entre en vigueur le XX XX XXXX, à l'exception des dispositions des articles XX pour lesquels l'entrée en vigueur est différée de trois ans.

Commentaire [u1]: Lesquels?

Art. 129. Durant la période transitoire triennale, les dispositions des articles XY de la Constitution modifiée du 17 octobre 1868 ainsi que les lois et règlements pris en exécution de ces dispositions continuent de s'appliquer.

Commentaire [u2]: Lesquels?

Art. XXX. Le budget de l'Etat sur une période pluriannuelle de trois ans ne peut être déficitaire. En outre, chaque année, l'augmentation des dépenses publiques est limitée à due proportion de l'évolution de l'inflation et de la population.

Au-delà, toute proposition d'accroissement des dépenses est soumise automatiquement au vote à la majorité qualifiée de la Chambre des Députés.

Sans préjudice du paragraphe précédent, la Cour des comptes, dont l'indépendance est absolue, est chargée de vérifier ex ante et ex post au respect de ces règles et dispose d'un pouvoir coercitif afin d'assurer la conformité du budget et sa réalisation au présent article de la Constitution.

Commentaire: si la crise déclenchée en 2007-2008 a entraîné des déficits budgétaires qui, pour une période limitée, pouvait se comprendre afin de permettre un ajustement de l'économie en atténuant les conséquences sociales, il est primordial de retrouver une situation saine des finances publiques, car tout déficit est un passif transmis aux générations futures. Chaque déficit s'accumule et se traduit par un endettement qui conduit à une perte d'indépendance, d'autant plus marquée dans une petite économie dont la richesse repose sur une économie peu diversifiée et donc plus fragile.

Il est par ailleurs à noter que si la prise en compte des excédents de la sécurité sociale applique à la lettre la définition du Traité de Maastricht en matière de déficit public, l'esprit de ce critère était prudentiel afin d'intégrer les déficits des organismes de sécurité sociale des grands pays déficitaires, comme la France.

La règle prudentielle, qui est un des fondements de toute bonne gestion, devrait exclure les excédents de la sécurité sociale -qui deviendront des déficits dans le futur- des recettes lors de l'établissement du budget.